

# Fake news : ce que veut Schyns

PS, MR et DéFI critiquent un investissement financier trop faible

**F**ake news (fausses infos). Deux mots qui interpellent aussi les milieux scolaires. L'éducation aux médias y est plus essentielle que jamais. La ministre de l'Éducation présente ses priorités... Mais le PS, le MR et Défi trouvent les moyens libérés insuffisants.

« La réalité de l'information ne se réduit pas à une distinction entre les « fausses » infos d'un côté et les « vraies » de l'autre. Entre vrai et faux, il y a bien plus souvent de multiples nuances. » L'avis est signé Patrick Verniers, le président du Conseil Supérieur de

## L'une des clés pour lutter : la formation des enseignants

l'éducation aux médias (CSEM) qui réagissait à l'initiative (dispositif de consultation citoyenne) lancée par le ministre fédéral Alexander de Croo (Open VLD), regrettant au passage son manque de concertation avec les Communautés et Régions. « Nos systèmes éducatifs sont encore loin de garantir que chaque citoyen dispose de ces compétences indispensables

(pour débusquer les fake news, NdlR). C'est pourquoi nous appelons le monde politique à investir de manière engagée et audacieuse, avec des moyens renforcés, dans l'éducation aux médias tant à l'école que, plus largement, auprès des adultes et des jeunes. »

Et justement, les députées Joëlle Maison (DéFI), Patricia Potigny (MR) et Latifa Gaouchi (PS) s'inquiètent des moyens laissés au CSEM pour mener ses missions : 1,1 million d'euros par an, à peine un euro par an et par élève. Alors que l'ombre des fake news s'étend sur l'école : l'Eurobaromètre montre que 46 % des citoyens âgés de 15 à 24 ans font confiance aux sites internet de diffusion de vidéos et aux podcasts, et 36 % se fient aux réseaux sociaux et aux applications de messagerie.

L'éducation aux médias est donc plus que jamais une nécessité en Wallonie et à Bruxelles. Quels sont les plans de la ministre ?

### FORMER LES ENSEIGNANTS

Une chose semble claire, Marie-Martine Schyns (cdH) ne tarit pas d'éloges pour les actions du CSEM... Mais elle ne considère pas comme une priorité de renforcer son budget. « Le CSEM reste, à plusieurs égards, un acteur essentiel (...) Il met en œuvre ses missions à travers plusieurs

opérations, en réalisant des brochures notamment sur les fake news ou la désinformation, en proposant des productions et des répertoires. Il offre aux acteurs du monde scolaire une multitude d'outils et d'infos (...) Il

souhaite lancer une version numérique de l'opération « Ouvrir mon quotidien ». Une expérience pilote est programmée. Elle vise à étudier les conditions techniques et pédagogiques permettant le développement d'une éducation aux médias d'info numérique. (...) Pour ces raisons, il s'agit

moins de revoir le budget du CSEM que de travailler à la bonne mise en œuvre de la matière dans les écoles. »

Pour la ministre, l'éducation aux médias passera nécessairement par la formation initiale et continuée des enseignants, aussi par les travaux des groupes de travail relatifs aux contenus, savoirs et compétences, dans le cadre de la redéfinition du tronc commun. « Le tronc commun renforcé devra jouer son rôle », dit-

elle. L'importance des cours d'éducation à la philo et la citoyenneté est ici primordiale.

De là à imaginer qu'elle a convaincu les trois dé-

putées précitées... « *Financer le CSEM à concurrence de 1,1 million d'euros par an est tout à fait inapproprié* », estime M<sup>me</sup> Maison. « *Je suis très déçue que cela ne soit pas envisagé.* » ●

**DIDIER SWYSEN**